

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Levesque

Prénom : Étienne

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?

Intitulé de votre contribution : Propositions bas carbone Shift Project et revenu de base

Résumé de votre contribution :

Définir un après soutenable est une démarche complexe. L'approche holistique est satisfaisante intellectuellement, mais souvent paralysante quand il faut passer à l'action. L'approche analytique fait perdre l'essence de la réflexion, le tout étant bien plus que la somme des parties. Seule la dimension temporelle permet de sortir de ce dilemme. Penser sur la durée permet une approche globale. Et raccourcir l'échéance nous conduit vers l'action. Ce déplacement dans le temps est l'art de naviguer entre le souhaitable et le possible, c'est aussi l'art de la politique. J'ai publié deux essais. La métamorphose, réintroduire l'être humain dans les écosystèmes, 2016, Les impôts du bonheur, pour une révolution fiscale écologique européenne, 2019, chez L'Harmattan. J'y défends une idée : la fiscalité est le bon levier pour nous faire prendre le virage écologique dont nous avons besoin. « Taxons la pollution (en y intégrant les gaz à effet de serre), pas le travail » est le slogan résumant cette réflexion. Il s'agit d'une utopie réaliste. Réaliste, car économiquement, écologiquement, socialement la démarche résiste à l'analyse. Utopie, car j'imagine

cette révolution fiscale au niveau européen. L'Europe, encore premier marché mondial, se donne les moyens d'entraîner le reste de la planète vers un monde durable. Le chaos mondial généré par le Covid-19 nous fait comprendre à la fois la nécessité, mais aussi la possibilité de changer beaucoup de choses dans nos vies. Votre appel à contribution en est un signe. Mes livres proposent un chemin sur lequel nous pourrions réfléchir.

Synopsis

Les impôts du bonheur, pour une réforme fiscale écologique européenne

Nous partons d'un constat. Que ce soit au niveau de la pollution ou des gaz à effet de serre, nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire. La production de ces derniers ne ralentit pas et la biodiversité régresse à grands pas. (Chap. 1)

La production de CO₂ lié aux activités humaine renforce l'effet de serre. La trajectoire actuelle nous emmène bien au-delà d'une augmentation de la température moyenne de **2°C** et les risques d'emballement du système terre sont importants (**océans, forêts, permafrost, albédo**).

La probabilité d'une énorme réduction de la population à l'échelle du siècle est à regarder en face. Les crises écologiques entraîneraient des mouvements migratoires gigantesques débouchant sur une hyper-violence. Les problèmes sanitaires et la montée de eaux (New-York envahi ...) viendraient compléter cette **apocalypse**.

Nous avons tous en nous environ **200 produits cancérigènes, mutagènes et/ou repro-toxiques**. La quantité d'insectes en Europe a diminué de 80% depuis cinquante ans. Partout la biodiversité régresse. Les perturbateurs endocriniens ont des conséquences multiples. Les allergies seraient une des conséquences de l'absorption de produits chimique par l'intermédiaire de l'eau, de l'air, de notre alimentation.

Les lobbys de la chimie, extrêmement puissants, sont dans le déni.

Face à cette situation, l'auteur propose une révolution fiscale écologique européenne, puis en décline les conséquences au niveau des différents agents économiques. (Chap. 2, 3 et 4)

Une politique fiscale doit répondre à deux questions.

Qui taxe-t-on et dans quelle proportion ? Une fiscalité juste est une fiscalité dont le taux global, tous prélèvements obligatoires confondus, croit avec les revenus, afin de diminuer les écarts après impôts. Dans notre fiscalité actuelle les très hauts revenus sont taxés à un taux trop faible. Les états ne sont pas assez armés contre l'évasion et la fraude fiscale sous toutes ses formes. Certains états cherchent à attirer les gros contribuables, particuliers ou entreprises par une fiscalité très basse. Cela les pénalise collectivement.

Deuxième question : que taxe-t-on et quelles incidences cela va avoir sur les comportements des agents économiques ? **Notre fiscalité pénalise le travail (charges sociales proportionnelles au travail, TVA, IS et IPP corrélés au travail), et incite très peu à avoir un comportement écologique.** Pourtant le chômage fait le lit du populisme et l'on est en train d'organiser méthodiquement le plus grand suicide collectif de l'histoire de l'humanité par destruction de notre environnement.

Taxons la pollution (dont les gaz à effet de serre), pas le travail. Faisons-le au niveau européen et mettons des barrières fiscales écologiques en périphérie de l'Union. Le basculement de la totalité de la fiscalité pourra se faire sur 10 ans.

De manière cohérente, tous les agents économiques modifieront leurs

comportements. Ce sera la fin du dumping fiscal et social au sein de l'UE et cela stimulera la recherche développement pour les solutions écologiques sur l'un des plus gros marchés du monde. Les barrières fiscales écologiques en périphérie de l'UE pousseront nos partenaires commerciaux à aller dans la même direction.

Une telle décision redonnera sens au quotidien de chacun et à l'Union Européenne. Les échéances électorales et la bourse ne poussent pas nos dirigeants à prendre ce type de décision. Les opinions publiques doivent faire pression pour aller dans cette direction.

Les **entreprises adapteront leur stratégie** à cette révolution fiscale écologique afin d'optimiser leurs coûts, leurs produits, leurs services dans ce nouveau contexte. Une fois leur nouvelle stratégie redéfinie, elles seront, acteurs, partenaires de ce virage écologique.

Des mesures d'accompagnement doivent être prises pour aider les populations logées dans des épaves thermiques et ayant des problèmes pour financer leur mobilité.

Le chapitre 5 analyse les dimensions politiques d'une telle décision.

Cette décision représente un saut pour l'Europe, mais c'est aussi un projet cohérent à proposer à des peuples rarement conscients de ce qui les unit. Notre héritage judéo-grecque est constitué d'une part du monothéisme et du temps linéaire venant de la bible, d'autre part de la démocratie et de l'esprit critique bases de la culture grecque. Ces quatre éléments ne sont réunis nul par ailleurs dans le monde alors qu'ils sont partagés par tous les Européens. Ils sont à la base du mythe prométhéen fondement de notre histoire.

Aujourd'hui, avec la victoire du libéralisme, séduisant par son efficacité mais incapable de donner du sens, les européens se retrouvent sans cartes et sans boussole. La révolution fiscale écologique leur en propose. Face à cette urgence, l'Europe est la mieux placée pour montrer le chemin.

Ensuite, nous étudions les accompagnements nécessaires dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et de l'emploi. (Chap. 6,7 et 8)

La politique agricole française reste majoritairement productiviste malgré une **montée en puissance de l'agriculture biologique**. Mais le développement de cette dernière est actuellement insuffisant pour satisfaire les besoins français.

Cette politique agricole aurait dû être remise en cause depuis longtemps. Mais les lobbys agro-industrielles, agro-alimentaire et la FNSEA freinent toute évolution. Il est urgent de bâtir un modèle écologiquement soutenable. Nous devons partir des écosystèmes pour reconstruire notre agriculture.

Les différents secteurs et filières industrielles devront commencer par s'interroger sur leur avenir dans le cadre de ce nouveau contexte. Puis les entreprises auront à bâtir leur propre stratégie. Cette révolution fiscale écologique générera de nombreuses **destructions créatrices**. Celles-ci doivent-être **anticipées**. Entreprises, syndicats professionnels, syndicats de salariés, régions, organismes de recherche, doivent participer à cette réflexion et organiser les filières de formation nécessaires.

Le cas de la chimie est particulier. Son activité va être fortement taxée sur la

base des nuisances qu'elle génère. Elle aura donc une révolution copernicienne à mener. Les entreprises du secteur évolueront rapidement vers des solutions moins polluantes.

Le coût sera important, mais mettra les Européens en pointe de la lutte contre la pollution et pour la biodiversité. Les effets sur la santé humaine seront très positifs.

Sans une révolution de ce type, nous avons de grandes probabilités de voir notre planète devenir invivable pour la grande majorité de la population suite aux catastrophes écologique et à l'hyper violence qui en résultera. Nous sommes sur la voie d'un suicide collectif lent.

Par ailleurs, l'intelligence artificielle va supprimer des emplois. Tous ces éléments nous mettent face à une interrogation majeure en termes de cohésion sociale avec un risque important de voir des partis populistes arriver au pouvoir.

Pour ces raisons nous devons proposer une alternative au mode actuel d'indemnisation du chômage. **Elle consistera à faire de la ruralité le lieu privilégié de la solidarité.** La ville étant le lieu privilégié de la productivité.

Le chapitre 9 propose une démarche pour un développement équilibré et harmonieux entre les différents territoires et les différents pays de l'Europe.

D'abord l'énorme effort d'isolation du bâti existant sera au cœur d'une refondation de la ville autour des habitants et des écosystèmes. L'évolution des transports aura une part majeure, avec la disparition de la voiture individuelle et du moteur à explosion au cœur des grandes villes, et la mise en place de transports en commun rapides, fluides et flexibles.

Les zones de non droit seront reconquises grâce à la légalisation et l'encadrement du commerce des drogues, la répression du trafic et le suivi médical des consommateurs. Parallèlement des opérations de rénovation et de reconnexion ambitieuses de ces quartiers seront mises en place.

Les villes s'organiseront afin de traiter sur place ou dans la périphérie un maximum de déchet en développant à cette occasion une économie circulaire exemplaire.

Le développement de la biodiversité urbaine sera activement recherché.

Ces démarches seront financées dans les villes par des taxes sur le bâti et des dotations par habitant identiques dans toutes les collectivités de l'Union Européenne. Ces dotations participeront largement à réduire les tensions économiques entre le Nord d'une part, et le Sud et l'Est de l'Europe d'autre part. Elles seront une contrepartie nécessaire à la monnaie unique. Cela représente un transfert des régions riches vers les régions pauvres, indispensable à la survie de l'Union Européenne. Celle-ci deviendra alors un soutien efficace dans la lutte contre la montée des extrêmes.

Par ailleurs, un impôt sur les très grosses fortunes réduira l'écart entre les plus démunis et les très riches.

Une complémentarité s'établira entre ville, lieu privilégié de la productivité et campagne, lieu privilégié de la solidarité. La majorité des citoyens devra pouvoir passer de l'un à l'autre au cours de sa vie professionnelle.

Au final, sûre de ses choix pour elle-même et pour la planète, l'UE verra son rôle renforcé commercialement et politiquement, ainsi que ses capacités à entraîner le reste du monde dans la bonne direction. (Chap. 10)

Concernant les relations internationales, les années à venir seront marqués par la nécessaire **révolution écologique et le basculement du pouvoir des USA vers la Chine**. Les choix, concernant le dollar, monnaie servant aujourd'hui aux échanges internationaux, cristalliseront une bonne part de cette opposition. L'Europe doit tout faire pour peser sur ces évolutions et apaiser les conflits.

L'Afrique, notre voisine, doit affronter sur la même période de multiples défis, économiques, démographiques, démocratiques, écologiques. Tout échec important se traduira par une **pression migratoire** vers l'Europe, dépassant très largement les flux actuels. Le risque est alors de voir chanceler les démocraties européennes face à l'inquiétude des populations.

Pour ces raisons, nous devons tout faire pour dépasser l'égoïsme des États et aider l'Afrique à réussir.

La Méditerranée doit être un lieu d'échanges privilégiés entre tous les pays riverains afin d'en faire un pôle de développement économique et un conservatoire écologique.

Le Moyen Orient vivra de plein fouet la baisse du prix du pétrole, suite à la chute de la consommation européenne. Nous assisterons alors à une diminution des tensions et des interventions des pays étranger. Les reconstructions à venir nécessiteront la participation de tous, en particulier des femmes. L'évolution de leur statut en sera alors favorisée. Elles participeront ainsi à l'apaisement dans la région. Les Européens devront tout faire pour freiner le commerce des armes et la vente de centrales nucléaires, un non sens dans des pays aussi ensoleillés.

La guerre de l'eau n'est, pour l'instant, qu'une crainte. Le pire n'est jamais sûr et les conflits annoncés n'ont pas eu lieu jusqu'à présent.

Conclusion

La trajectoire écologique actuelle n'est de manière évidente pas la bonne. La création d'un point d'inflexion est indispensable. Opinions publiques et politiques doivent se rapprocher pour prendre des décisions qui sont du domaine de la survie des générations à venir.